

## **Mission permanente de la France**

auprès de l'Office des Nations unies à Genève  
et des autres organisations internationales en Suisse

IJ/dt 2021-0128615

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint les observations du Gouvernement de la République française à la communication de Mme Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, au sujet de l'enlèvement et l'assassinat des journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlon dans la région de Kidal (Mali) en 2013.

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme les assurances de sa très haute considération./.



Genève, le 16 mars 2021

**Haut-Commissariat aux droits de l'Homme**  
Palais des Nations  
1211 GENEVE 10

Communication d'Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires au sujet du « meurtre de deux journalistes français survenu au Mali en novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon ».

### Réponse de la France

---

En réponse aux éléments portés à l'attention du Gouvernement français par la Rapporteuse spéciale concernant le « meurtre de deux journalistes français survenu au Mali en novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon », les autorités françaises soulignent que les faits de l'espèce font toujours l'objet d'une procédure instruite par le pôle antiterrorisme du tribunal judiciaire de Paris. Conformément au code de procédure pénale, les éléments de la procédure en cours devant les juridictions françaises sont couverts par le secret de l'instruction et ne peuvent donc être rendus publics. Des auditions ont régulièrement lieu et les justices malienne et française coopèrent afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a par ailleurs transmis aux autorités maliennes et à l'Organisation des Nations unies plusieurs demandes d'entraide judiciaire depuis l'ouverture de l'enquête en novembre 2013.

S'agissant des appréciations de la Rapporteuse spéciale sur la protection du secret de la défense nationale, les autorités françaises soulignent que selon le Conseil constitutionnel, « le secret de la défense nationale participe de la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la Nation, réaffirmés par la Charte de l'environnement, au nombre desquels figurent l'indépendance de la Nation et l'intégrité du territoire ». Dans le cadre de cette enquête, les autorités françaises ont accompli toutes les diligences nécessaires pour procéder à la déclassification d'éléments couverts par le secret de la défense nationale en exécution de réquisitions judiciaires. En l'espèce, toutes les demandes de déclassification de documents du ministère de la défense formulées par les juges français dans le cadre de cette enquête ont été honorées et l'avis de la Commission du secret de la défense nationale suivi. Plus d'une centaine de documents ont ainsi été déclassifiés et remis à l'autorité judiciaire.

La France est également mobilisée afin d'assurer le droit des victimes et de leurs proches. A titre d'exemple, quatre victimes ont bénéficié d'une prise en charge indemnitaire et l'INAVEM (devenu France Victimes) a mobilisé plusieurs associations pour apporter un suivi psychologique et une information juridique aux proches souhaitant en bénéficier.

La France réitère qu'elle ne partage pas les analyses de la Rapporteuse spéciale concernant les obligations extraterritoriales des Etats, notamment s'agissant d'une « obligation de protéger » et d'un « devoir d'alerte » des Etats./.